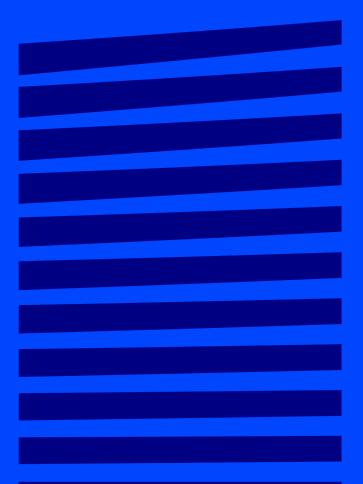


Discours de la Présidente von der Leyen lors de la session plénière du Parlement européen sur la présentation du Collège des commissaires et de son programme

Ursula von der Leyen

Présidente de la Commission européenne

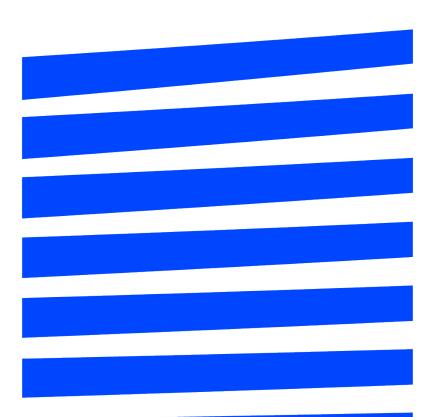




Discours de la Présidente von der Leyen lors de la session plénière du Parlement européen sur la présentation du Collège des commissaires et de son programme

Ursula von der Leyen

Présidente de la Commission européenne





«Seul le texte prononcé fait foi»

Madame la Présidente Metsola,

Mesdames et Messieurs les députés,

Avant de vous présenter ma nouvelle équipe, j'aimerais remercier les membres du Collège sortant. Il y a cinq ans, personne n'aurait pu imaginer tout ce que l'Europe allait traverser. Et je n'aurais pu rêver une équipe plus dévouée et plus tenace pour m'accompagner dans toutes ces épreuves. Merci du fond du cœur pour les services que vous avez rendus à l'Europe.

Mesdames et Messieurs les députés,

Lorsque je me suis adressée à vous, il y a exactement cinq ans, pour vous demander de m'accorder votre confiance, je vous ai parlé des événements de 1989. De la génération qui a rendu la liberté et la démocratie au peuple européen. Du courage des gens ordinaires, comme ceux de Bratislava ou de Timisoara, qui se sont battus pour leur liberté. De dirigeants comme Lech Walesa et Vaclav Havel, qui ont inspiré des pays entiers et ont contribué à la réunification de tout un continent. Je repense à ces images fortes montrant 2 millions de personnes se tenant la main à travers les pays baltes. Ou à ceux qui, pour la première fois, ont goûté à la liberté à la frontière entre la Hongrie et l'Autriche. C'est donc avec beaucoup d'émotion que j'ai assisté à la cérémonie bouleversante organisée à Prague il y a tout juste dix jours. Pas seulement à la vue des personnes qui ont honoré et célébré les 35 années écoulées depuis la révolution de velours. Mais aussi des personnes endeuillées, réunies devant le

collège universitaire Hlavka. Un lieu qui symbolise les événements survenus exactement 85 ans plus tôt. Ce jour où les troupes nazies ont assassiné des étudiants, fermé les universités et aboli les libertés civiles.

Si j'évoque d'emblée ces histoires, c'est parce qu'elles incarnent le combat et le sacrifice éternels de l'Europe pour préserver la liberté et la démocratie. Parce que la lutte pour la liberté est ce qui nous relie en tant qu'Européens. Notre passé et notre présent. Nos nations et nos générations. Pour moi, c'est ce qui fait la raison d'être de notre Union et qui constitue son moteur, aujourd'hui plus que jamais. C'est cette Europe-là que j'aime. Et c'est à cette Europe que ma Commission sera toujours dévouée. Car j'ai la conviction que notre génération d'Européens doit une fois de plus défendre la liberté et la souveraineté. La liberté pour laquelle le peuple ukrainien se bat avec héroïsme. La liberté de façonner notre propre avenir, dans un monde conflictuel et instable. Mais cette liberté n'est pas qu'un concept. La liberté, pour les Européens, c'est savoir que leurs familles seront en sécurité. Que leur pays sera protégé. Qu'ils auront les moyens de se nourrir ou de se chauffer, grâce à des salaires décents et à des prix équitables. Qu'ils pourront saisir leur chance. C'est aussi avoir le sentiment de maîtriser les changements qui traversent actuellement la société – et d'en maîtriser le rythme. Notre lutte pour la liberté peut sembler différente de celle des générations passées. Or les enjeux sont tout aussi élevés. Et ces libertés, Mesdames et Messieurs les députés, auront un coût. Des choix difficiles s'imposeront, de même que des investissements massifs dans notre sécurité et notre prospérité. Surtout, il faudra que nous restions unis et fidèles à nos valeurs. Que nous trouvions des moyens de travailler ensemble – et que nous surmontions les divisions. C'est à ces tâches que moi-même, et l'ensemble de mon équipe de 26 femmes et hommes, nous emploierons chaque jour. Nous sommes prêts à nous mettre au travail sur-lechamp.

Mesdames et Messieurs les députés,

Ces dernières semaines, vous avez soumis chaque membre de ce Collège à un examen minutieux. Vous avez testé leur aptitude à remplir les fonctions qu'ils s'apprêtent à exercer. Je sais que cela n'a pas été une tâche facile. Mais surmonter les divisions et trouver des compromis est la marque même de toute démocratie vivante. Le message que je souhaite vous transmettre aujourd'hui est que nous voulons travailler avec vous dans cet esprit. Nous serons guidés dans cette voie par les orientations politiques votées au sein de cette assemblée. Nous le serons également par les lettres de mission, dans lesquelles je répondrai aux préoccupations que vous avez soulevées lors des auditions. Par ailleurs, comme je l'avais déclaré avant l'élection de juillet, nous travaillerons avec toutes les forces démocratiques pro-européennes de cette assemblée. Et comme je l'ai fait durant mon premier mandat, je travaillerai toujours en partant du centre. Parce que nous voulons tous ce qu'il y a de mieux pour l'Europe et ce qu'il y a de mieux pour les Européens. Le moment est donc venu de nous rassembler.

Mesdames et Messieurs les députés,

Cette unité sera d'autant plus importante sur le terrain disputé qu'est notre monde aujourd'hui, un monde où toute faiblesse est instrumentalisée, où tout désaccord est détourné et où toute relation de dépendance est exploitée. Notre liberté et notre souveraineté dépendent plus que jamais de notre puissance économique. Notre sécurité est tributaire de notre capacité à nous montrer compétitifs, à innover et à produire. Notre modèle social, quant à lui, a besoin d'une économie florissante dans un contexte de changements démographiques. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé à Mario Draghi de tracer la voie à suivre. Son diagnostic est tout aussi sévère que sa feuille de route est ambitieuse. Bon nombre de ses propositions ont été reprises dans les lettres de mission. Les dirigeants ont approuvé son travail lors du Conseil européen qui s'est tenu au début du mois. Par ailleurs, j'ai écouté les auditions avec attention. J'ai entendu vos appels répétés à mettre en œuvre les changements substantiels qu'il propose. Rapidité et ambition sont au cœur de cette entreprise. Je peux dès lors vous annoncer que la première initiative majeure de la nouvelle Commission sera une boussole pour la compétitivité. Celle-ci nous fournira un cadre tout au long du mandat. Cette boussole s'appuiera sur les trois grands piliers qui se dégagent du rapport Draghi. Le premier consiste à combler l'écart qui nous sépare des États-Unis et de la Chine en matière d'innovation. Le deuxième est l'élaboration d'un plan conjoint pour la décarbonation et la compétitivité. Troisièmement, il s'agit de renforcer la sécurité et de réduire les dépendances.

Mesdames et Messieurs les députés,

Le premier pilier consiste à combler l'écart en matière d'innovation. Permettez-moi de commencer par les bonnes nouvelles. La part de l'Europe dans les demandes de brevets à l'échelle mondiale est comparable à celle des États-Unis et de la Chine. Cependant, seul un tiers de ces brevets sont exploités commercialement. Nous faisons à peu près aussi bien que les États-Unis pour ce qui est de créer des start-ups. Cependant, en ce qui concerne nos entreprises en expansion, nous sommes largement devancés par nos concurrents. Il nous faut combler cet écart. Pour ces raisons, nous placerons la recherche et l'innovation, la science et la technologie au cœur de notre économie. Nous investirons davantage et adopterons une approche plus ciblée. De plus, nous veillerons à ce que nos petites entreprises, nos start-ups et nos entreprises en expansion puissent prospérer ici, en Europe. Nous savons quelles actions sont à mener. Une start-up californienne peut se développer et lever des fonds partout aux États-Unis. Une start-up européenne, par contre, doit faire face à 27 obstacles nationaux différents. Nous devons faciliter la croissance des entreprises en Europe. Pour ces raisons et bien d'autres encore, Ekaterina Zaharieva sera la toute première commissaire aux start-ups, à la recherche et à l'innovation. Son leadership et son expérience constitueront un apport précieux pour faire passer davantage de technologies de pointe du laboratoire au marché.

Ces aspects revêtent une importance particulière dans le domaine des technologies numériques. L'Europe, pour être compétitive, doit être le berceau de la prochaine vague de technologies de pointe. Je ne connais personne de plus qualifié pour montrer la voie à cet

égard que Henna Virkkunen en tant que vice-présidente exécutive. Vous la connaissez. Elle ne ménagera aucun effort pour que l'Europe puisse s'appuyer sur les technologies numériques afin de renforcer sa prospérité, de stimuler l'innovation et d'améliorer la sécurité des citoyens. Elle est la candidate idéale pour faire en sorte que la souveraineté technologique de l'Europe se construise ici, sur notre continent.

Mesdames et Messieurs les députés,

Le deuxième pilier, c'est le plan conjoint pour la décarbonation et la compétitivité. Il y a près de cinq ans, nous avons lancé le pacte vert pour l'Europe – notre stratégie de croissance et feuille de route pour zéro émission nette. Les raisons qui nous ont incités à être aussi ambitieux à ce moment-là sont encore plus impérieuses aujourd'hui. Dès lors, je vous le dis tout net: nous devons tenir le cap vers nos objectifs du pacte vert pour l'Europe, et nous le tiendrons. Mais si nous voulons réussir cette transition, nous devons être plus souples et mieux accompagner les citoyens et les entreprises tout au long du processus. Et nous devons jouer nos atouts traditionnels – nos industries et PME, nos innovateurs et nos travailleurs. C'est pourquoi nous présenterons le pacte pour une industrie propre au cours des 100 premiers jours du mandat. L'ensemble du Collège y sera associé. Et nous disposerons d'une équipe qui travaillera main dans la main pour coordonner notre proposition.

Nous aurons Teresa Ribera Rodríguez, notre première vice-présidente exécutive, pour une transition propre, juste et compétitive. Elle a les moyens de nous doter d'une politique de concurrence moderne au service de nos ambitions. Elle est une Européenne sincère et dévouée. Et, ensemble, nous travaillerons toujours dans l'intérêt européen. Nous aurons Stéphane Séjourné. Vous le connaissez tous très bien ici au Parlement. Il travaillera sans relâche en tant que vice-président exécutif pour rapprocher les dimensions de l'industrie et du marché intérieur. Et nous aurons Wopke Hoekstra, notre négociateur principal lors de la COP29. Il est déjà engagé sur la voie d'une croissance «zéro net» et propre. Ensemble, ils nous permettront de relever les plus grands défis auxquels sont confrontées nos entreprises. Et nous savons que le défi le plus important est celui des prix élevés de l'énergie. Nous avons fourni beaucoup d'efforts pour contrer le chantage énergétique de la Russie et l'inflation importante qui a suivi. Mais les prix de l'énergie doivent baisser encore. C'est ce à quoi s'emploiera Dan Jørgensen, en s'appuyant sur son expérience passée. Réduire les coûts pour les ménages et les entreprises. Investir dans l'énergie propre. Et remplacer les importations de gaz naturel liquéfié russe. Il est grand temps de le faire. Et je sais que cette assemblée nous soutiendra dans cette voie.

Mesdames et Messieurs les députés,

Chaque industrie a des besoins différents. Et chaque secteur suivra sa propre voie pour être non polluant et compétitif. C'est pourquoi je me félicite que pour accompagner ce processus, Apostolos Tzitzikostas soit chargé des transports et du tourisme. Sa vaste expérience des régions européennes sera inestimable pour le développement de la connectivité. À l'appui de

ces travaux, j'ai décidé d'organiser un dialogue stratégique sur l'avenir de l'industrie automobile en Europe. Le dialogue et son suivi seront placés sous ma direction. Nous réunirons toutes les parties prenantes autour de la table. Pour nous écouter les uns les autres. Et élaborer ensemble des solutions, étant donné que l'industrie connaît une transition profonde et déstabilisante. L'industrie automobile européenne est une fierté européenne. Des millions d'emplois en dépendent. Et ensemble, nous devons veiller à ce que l'avenir de l'automobile continue de s'écrire en Europe.

Mesdames et Messieurs les députés,

Le troisième et dernier pilier est le renforcement de notre sécurité économique. Nous savons que les dépendances excessives peuvent rapidement se transformer en vulnérabilités. C'est pourquoi des chaînes d'approvisionnement stables et sûres sont si importantes. Les matières premières critiques en sont l'exemple le plus évident. La demande en minéraux critiques nécessaires pour la transition vers une économie propre a déjà doublé au cours du dernier mandat, et elle pourrait tripler d'ici la fin du prochain. Nous avons donc besoin d'un commerce libre et équitable nous permettant de diversifier nos fournisseurs. Personne n'est mieux placé pour ce faire que Maroš Šefčovič. Il mettra en place davantage de partenariats – pour le commerce et les investissements et aussi pour protéger notre sécurité économique contre les plus grands risques pour nos intérêts stratégiques et notre souveraineté. Et il nous faudra aller plus loin.

Le rapport du Président Niinistö sur l'état de préparation a appelé à un examen systématique de toutes nos dépendances. Pour accroître notre résilience, il a défini une approche pangouvernementale et englobant l'ensemble de la société. C'est pourquoi j'ai demandé à Hadja Lahbib de s'atteler à la réponse aux crises et à l'état de préparation. Son travail sera soutenu par l'HERA. Olivér Várhelyi dirigera nos travaux sur les biotechnologies et sa première priorité sera la loi sur les médicaments essentiels. Enfin, Jessika Roswall travaillera au développement d'une économie circulaire compétitive. C'est essentiel pour nous donner une plus grande indépendance. Notre choix de remettre notre avenir entre les mains d'un seul fournisseur nous a coûté cher. Nous ne referons pas la même erreur. La souveraineté européenne n'est pas à vendre.

Mesdames et Messieurs les députés,

La guerre et les conflits se poursuivent sans relâche et la souffrance humaine perdure dans notre voisinage, de l'Ukraine au Moyen-Orient ainsi que dans certaines régions d'Afrique. L'Europe doit jouer un rôle plus important dans toutes ces zones. Nous avons le devoir d'aider à mettre fin aux destructions et aux pertes. Le renforcement de notre sécurité est d'autant plus important dans ce monde aussi fragile et en proie aux rivalités qu'est le monde d'aujourd'hui. Un monde dans lequel, j'en suis sûre, l'Europe est plus nécessaire que jamais. Le multilatéralisme et les partenariats, le développement durable et l'aide humanitaire, la sécurité et les droits de l'homme sont plus importants que jamais. Et ils continueront d'être le pivot de

notre action extérieure. Cela nécessitera beaucoup de travail et des efforts inlassables dans notre rôle de chef de file. Je sais que nous pouvons compter sur Kaja Kallas en tant que haute représentante et vice-présidente. Elle est la bonne personne au bon moment pour la diplomatie et les intérêts de l'Europe dans le monde.

J'ai choisi Jozef Síkela pour travailler sur le développement durable, les partenariats internationaux et les investissements par l'intermédiaire de la stratégie Global Gateway. Il apportera sa mentalité et son expérience d'homme d'affaires pour développer l'approche véritablement stratégique dont nous avons besoin. Nous devrons accorder une attention particulière aux régions avec lesquelles nous sommes liés par l'histoire et la géographie, à commencer par notre voisinage méridional. Je suis ravie que Dubravka Šuica soit notre toute première commissaire pour la Méditerranée. Nous partageons les mêmes rivages, les mêmes défis et les mêmes chances. Nous savons aussi que nous partageons le même destin.

Mesdames et Messieurs les députés,

Ces partenariats gagneront en importance dans un monde de plus en plus dangereux. La guerre fait rage aux frontières de l'Europe. Nous devons être prêts à affronter ce qui nous attend, en travaillant main dans la main avec l'OTAN. Nous savons que nous devons agir beaucoup plus à l'unisson en tant qu'Européens. Je ne citerai qu'un chiffre: la Russie consacre jusqu'à 9 % de son PIB à la défense. L'Europe, elle, y consacre 1,9 % en moyenne. Il y a quelque chose qui ne va pas dans cette équation. Nos dépenses en matière de défense doivent augmenter. Nous avons besoin d'un marché unique de la défense. Nous devons renforcer la base industrielle de la défense. Nous devons améliorer notre mobilité militaire. Et nous avons besoin de projets européens communs en matière de défense. C'est pourquoi Andrius Kubilius sera le premier commissaire européen à la défense. Nous n'avons pas de temps à perdre. Et notre ambition doit être à la hauteur de la gravité des menaces. Nous présenterons donc un livre blanc sur l'avenir de la défense européenne dans les 100 premiers jours. Je peux vous assurer que la sécurité de l'Europe sera toujours la priorité de cette Commission.

Mesdames et Messieurs les députés,

Ce combat pour la liberté ne concerne pas seulement nos 27 États membres. Le rêve de l'Europe s'étend aux Balkans occidentaux, à l'Ukraine, à la Moldavie et au-delà. Nous avons vu le courage du peuple ukrainien dans la poursuite de son cheminement vers l'Europe. Nous avons vu la résilience du people moldave, qui s'accroche à son avenir européen. Nous avons vu l'engagement des Balkans occidentaux à se réformer, à se développer et à se préparer à rejoindre notre Union. Dans le même temps, nous avons vu que la Russie ne recule devant rien pour les empêcher d'avoir un avenir européen. Mais, Mesdames et Messieurs les députés, l'engagement de l'Europe envers ces pays sera toujours plus fort. Il ne fait aucun doute que nous voulons que l'Ukraine fasse partie de l'Union européenne. Nous resterons donc aux côtés de l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra. Nous nous préparons aux réformes dont nous avons besoin de notre côté. Et nous soutiendrons ces pays à chaque étape de leur processus

fondé sur le mérite jusqu'à ce qu'ils soient prêts à rejoindre notre Union. Marta Kos, riche de sa vaste expérience, est la personne idéale pour ce travail. La vision d'un continent uni par la démocratie, l'état de droit et le respect des libertés fondamentales guidera toujours notre travail. Car les habitants de ces pays méritent un avenir de paix, de progrès et de prospérité. Et nous ferons en sorte que cet avenir puisse être en Europe.

Mesdames et Messieurs les députés,

Les trois piliers de notre boussole pour la compétitivité sont les suivants: l'innovation, la décarbonation et la sécurité. Ils nécessiteront tous une nouvelle approche de la coordination de nos politiques. Et ils auront tous besoin d'une impulsion majeure en matière d'investissements, de simplification et de compétences. Tout d'abord, sur la question du financement: il faudra que cette Commission soit une Commission d'investissement. Bien sûr, l'investissement public sera crucial. Nous avons tous vu ce que le budget peut apporter aux Européens, que ce soit à nos citoyens ou à nos entreprises, à nos chercheurs ou à nos agriculteurs, à nos communautés ou à nos régions. Mais notre budget est souvent trop complexe, finançant la même chose dans le cadre de différents programmes et de différentes manières. Nous devons nous concentrer davantage sur l'investissement dans nos politiques prioritaires. C'est pourquoi j'ai chargé Piotr Serafin d'élaborer notre prochain cadre financier pluriannuel. C'est un négociateur chevronné. Il travaillera avec le Parlement et le Conseil pour élaborer un budget plus simple, plus ciblé et plus réactif. Et il veillera à ce que l'Europe ait les moyens de ses ambitions.

Mais les budgets publics ont une portée limitée. Nous avons besoin de toute urgence d'investissements privés supplémentaires. En Europe, les dépenses des entreprises consacrées à la recherche et au développement représentent environ 1,3 % du PIB, contre 1,9 % en Chine et 2,4 % aux États-Unis. Ce déficit de capitaux privés est la principale raison pour laquelle nous sommes à la traîne en ce qui concerne les dépenses globales de R&D, et donc en matière d'innovation. C'est pourquoi nous avons proposé la création d'une union européenne de l'épargne et de l'investissement, tâche que j'ai confiée à Maria Luís Albuquerque. Elle veillera à ce que les entreprises européennes puissent trouver les capitaux dont elles ont besoin ici, en Europe. Grâce à son expérience, je sais que Maria est la personne qu'il faut pour cette tâche.

Mesdames et Messieurs les députés,

Pour permettre à l'Europe de rattraper ce retard, nous allons également devoir faciliter la vie de nos entreprises. Elles nous disent que la charge réglementaire qu'elles supportent est pesante. Trop de rapports, trop de doublons. Trop de complexité et des coûts de mise en conformité élevés. Il nous faut rationaliser nos règles pour réduire la charge qui pèse sur les entreprises. Et ancrer nos attentes envers elles dans la sécurité juridique. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé à l'un des plus expérimentés de nos commissaires, Valdis Dombrovskis, d'assurer un rôle de chef de file en matière de simplification et d'application de la législation. Ses responsabilités s'étendront également à la stimulation de l'économie et de la productivité

de l'Europe. Je peux d'ores et déjà vous annoncer qu'une de nos premières mesures au cours de ce nouveau mandat sera un nouveau règlement «Omnibus». Nous allons examiner différents secteurs et évaluer la législation européenne. Notre marché unique a toujours été le plus formidable moteur de croissance. C'était le message d'Enrico Letta dans son rapport. Et la plus grande force du marché unique, c'est de remplacer la myriade de normes et usages nationaux par un ensemble unique de règles. Nous devons donc revenir à ce que le marché unique fait le mieux. Et faire en sorte qu'il soit facile de faire des affaires dans toute l'Europe.

Mesdames et Messieurs les députés,

Le fondement de notre économie, ce sont les personnes. Leur travail acharné, leur talent et leurs compétences. La compétitivité aujourd'hui, ce n'est pas tant une affaire de coût du travail que de connaissances des travailleurs. Et c'est là que nous pouvons surpasser nos concurrents. Ici, en Europe, les entreprises peuvent recruter des travailleurs hautement expérimentés et des diplômés en technologie de premier ordre. Mais nous n'en avons pas assez. Et cela constitue un frein à notre compétitivité. C'est pourquoi j'ai désigné en tant que vice-présidente exécutive Roxana Mînzatu, qui sera chargée de mener nos travaux en matière de compétences et de préparation. Elle veillera à ce que nous placions le citoyen au centre de nos préoccupations. Car la productivité est tributaire de bonnes conditions de travail. D'un salaire équitable. D'un bon équilibre entre vie professionnelle et vie privée. D'accès à une crèche pour les enfants, et à des soins de qualité pour les parents âgés. Et d'accès à un logement décent et abordable.

Le logement était l'un des enjeux majeurs pour les Européens aux dernières élections. C'est une question qui revient régulièrement comme le sujet de préoccupation numéro un pour de nombreuses familles. Nous devons attaquer de front la crise du logement. C'est pourquoi, pour la première fois, nous aurons un commissaire au logement. Et je suis ravie que ce commissaire soit Dan Jørgensen. La volonté de donner la priorité aux citoyens a toujours été au cœur de l'économie sociale de marché européenne. Nous voulons des partenaires sociaux forts. Le marché ne peut fonctionner correctement que si le dialogue social se porte bien lui aussi. Nous devons faire en sorte de renforcer les droits sociaux en Europe. Roxana sera chargée de mener à bien le programme social ambitieux que nous avons élaboré – à commencer par la mise à jour du socle européen des droits sociaux. Je sais l'importance que vous accordez à ces questions au sein de cette assemblée. Sachez donc que j'ai entendu votre appel. Et je suis heureuse d'annoncer que les droits sociaux et des emplois de qualité feront partie du mandat de Roxana en tant que vice-présidente exécutive.

Mesdames et Messieurs les députés,

C'est ainsi que nous préserverons la qualité de vie unique des Européens – partout en Europe. Que ce soit au sein d'une communauté côtière ou vivant de la pêche, dans une zone rurale ou une communauté agricole, sur une île ou dans une région ultrapériphérique, en ville ou dans une des régions uniques et variées d'Europe. Nous devons œuvrer pour résoudre les problèmes

auxquels sont confrontées les régions, qu'il s'agisse de l'évolution de la démographie, du changement climatique ou des besoins en infrastructures modernes. Et cela touche au cœur même de la liberté que j'évoque aujourd'hui. Car, pour beaucoup, la liberté, c'est pouvoir choisir où vivre, travailler et étudier. Choisir d'élever leurs enfants ailleurs en Europe ou là où ils ont grandi. Comme l'a dit Enrico Letta : «la liberté de rester». Je tiens à ce que les régions et les communautés aient la haute main sur leur propre destinée – et qu'elles contribuent à l'élaboration de nos politiques. Ce sera le travail de la cohésion et des réformes, que j'ai confié à Raffaele Fitto, en tant que vice-président exécutif. C'est un choix que j'ai fait. Car je sais également à quel point il est essentiel de donner aux régions le poids politique qu'elles méritent.

C'est notamment le cas de nos communautés rurales et côtières. Les agriculteurs et les pêcheurs nous fournissent les denrées alimentaires de la plus haute qualité au monde. Ils sont touchés par le changement climatique plus durement que quiconque. Ils méritent de bénéficier de conditions équitables et d'être récompensés pour leur dur labeur. Nous devons faire en sorte que nos agriculteurs et pêcheurs disposent de revenus équitables et suffisants. Qu'ils bénéficient des incitations appropriées pour contribuer à protéger notre nature. C'est pourquoi j'ai choisi Christophe Hansen comme commissaire à l'agriculture et à l'alimentation. Il apportera les mêmes compétences nécessaires pour trouver des compromis que celles qu'il a toujours apportées au sein de cette assemblée. Et il dirigera le suivi du dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture en Europe. Et j'ai choisi Costas Kadis comme commissaire à la pêche et aux océans. Son expertise académique et professionnelle contribuera à apporter les bonnes solutions. Christophe et Costas veilleront à ce que nos communautés d'agriculteurs et de pêcheurs puissent prospérer. Tout comme elles l'ont fait depuis des générations. L'Europe se tiendra toujours à leurs côtés. Et c'est ce que fera cette Commission.

Mesdames et Messieurs les députés,

Depuis le début de mon premier mandat, j'ai pris l'engagement d'adopter une approche de la migration qui soit à la fois juste et ferme. Une telle approche, s'appuyant à la fois sur des règles plus strictes et sur des garanties accrues en matière de droits individuels, constitue un gage de souveraineté et de solidarité. Et nous nous emploierons à ouvrir des voies légales d'accès. Cette approche est désormais au cœur du pacte sur la migration et l'asile. Magnus Brunner est précisément la bonne personne pour préserver cet équilibre. Jour après jour, il s'emploiera à assurer la sécurité de nos frontières extérieures et à renforcer ainsi notre sécurité intérieure.

Mesdames et Messieurs les députés,

Les droits et les libertés dont nous jouissons aujourd'hui ont été acquis lentement, génération après génération. Nous sommes redevables aux combattants pour la liberté qui sont montés aux barricades, et aux syndicalistes qui ont tenu des piquets de grève. Aux femmes qui ont fait entendre leur voix, et aux réformateurs qui ont patiemment œuvré au changement. Aux

mobilisations de masse, et aux militants solitaires qui ont eu le courage de remettre en cause le statu quo. Il a fallu des décennies pour conquérir les libertés dont nous jouissons aujourd'hui. Mais il suffit d'un instant pour qu'elles nous échappent. Notre vigilance ne doit jamais faillir. Aussi ai-je chargé Michael McGrath d'être le gardien inébranlable de nos valeurs et principes. Et j'ai écouté le Parlement européen et ajouté la protection des consommateurs à son titre. Il consolidera les instruments liés à l'état de droit dont nous disposons déjà et s'attachera à en élaborer de nouveaux, notamment des propositions en matière de conditionnalité intelligente. Il veillera à ce que l'état de droit – et la justice pour tous – demeurent au cœur de notre projet européen. De plus, il renforcera l'application équitable de tous les instruments visant à garantir l'état de droit. Les valeurs que nous partageons sont à la fois notre socle et le ciment qui nous lie. Et elles le resteront.

Mesdames et Messieurs les députés,

Ce Collège est l'équipe dont l'Europe a besoin à ce moment de son histoire. Je tiens à souligner ce terme «équipe». Nous ferons en effet équipe avec les citoyens européens, en restant à leur écoute et en cherchant à mieux appréhender les réalités auxquelles ils sont confrontés au quotidien. Nous ferons également équipe avec vous et avec les États membres. Nous savons combien votre confiance va devoir se mériter sans cesse. Non seulement pour le vote d'aujourd'hui, mais aussi pour les cinq années à venir. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé aux commissaires d'être davantage présents aux séances plénières et aux réunions de chacune de vos commissions. Afin de renforcer le dialogue et d'être plus transparents. Nous nous attacherons à approfondir notre partenariat avec cette assemblée – en commençant par la réforme de notre accord-cadre. Vous pouvez avoir l'assurance que je m'attellerai à cette tâche dès le premier jour, avec Maroš Šefčovič et tous les commissaires. Ensemble, nous pouvons travailler au programme de réformes ambitieux dont l'Europe a besoin. Je crois que nous avons besoin d'une révision des traités lorsque cela est bénéfique pour notre Union et j'entends m'y atteler avec cette assemblée.

L'équipe sur laquelle vous allez vous prononcer aujourd'hui est véritablement européenne. Elle représente différentes nations et générations. Elle compte d'anciens Premiers ministres et ministres. Des maires et des élus locaux. Certains ont été PDG, tandis que d'autres ont travaillé au sein d'organisations à but non lucratif. Certaines ont exercé le métier de journaliste, tandis que d'autres ont été entrepreneurs. Certains sont biologistes ou physiciens de formation. Certains viennent de zones rurales et du secteur de l'élevage, tandis que d'autres sont issus de nos grandes villes. Certains ont connu la guerre, d'autres la transition vers la démocratie. Je suis fière de toute la diversité qu'incarne cette équipe. Nous savons toutefois que nous devons poursuivre le travail engagé. Comme j'en avais fait la promesse en juillet, je me suis battue bec et ongles pour faire en sorte que onze femmes siègent au sein de ce Collège. En partant de cinq, lorsque la première série de nominations m'est parvenue. Nous n'atteignons hélas toujours pas la parité, et ce n'est certainement pas suffisant. Et nous avons accompli tant de choses. Nous nous sommes attaqués à l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes. Nous avons pris des mesures à l'échelle de l'Union contre la violence

faite aux femmes. Nous avons fait ce que d'aucuns avaient dit impossible en débloquant la question des femmes dans les conseils d'administration. Je tiens à vous remercier, toutes et tous, membres de cette assemblée, pour le soutien venu de tous les partis. Nous ne renoncerons jamais à lutter pour l'égalité. C'est pourquoi je suis très heureuse d'avoir Hadja Lahbib comme commissaire à l'égalité. Elle a elle-même réussi à briser tant de plafonds de verre. Elle renforcera les droits des femmes et veillera à l'égalité pour toutes et tous. Nous nous attacherons de concert à améliorer le vivre-ensemble dans notre société. J'ai choisi Glenn Micallef – né l'année de la chute du Mur de Berlin – pour jeter des ponts entre les générations. Il soutiendra nos jeunes et assurera la solidarité intergénérationnelle.

Mesdames et Messieurs les députés,

La liberté et la démocratie sont des valeurs qu'il faut entretenir et défendre jour après jour. C'est de cette façon que nous pourrons les transmettre à la prochaine génération, de la même manière que nous les avons héritées de nos prédécesseurs. La semaine dernière, Strasbourg a célébré un anniversaire important. Elle a en effet commémoré les 80 ans de sa libération, le 23 novembre 1944. Après cinq années d'annexion par les nazis, Strasbourg avait enfin recouvré sa liberté. La ville a ainsi connu un nouveau départ et a suscité l'espoir en Europe. Les événements qui ont suivi n'ont cependant pas été faciles. Les Européens s'étaient livré bataille depuis si longtemps. Il a fallu une génération de dirigeants armés du courage de panser toutes les blessures endurées et d'imaginer un avenir différent. C'est cet esprit qui a fait avancer notre continent depuis lors. À maintes et maintes reprises, nous avons eu le choix — de nous engager sur la voie de la division et du déclin, ou d'emprunter le sentier étroit nous menant vers une Europe plus unie. La force dans l'unité: tel a toujours été le choix plébiscité par l'Europe. Je suis donc à la fois honorée et profondément émue de me trouver ici, à Strasbourg, 80 ans après ces événements. Dans cette Maison de la démocratie européenne. Au cœur d'une Europe libre. Pour vous demander d'accorder votre confiance à cette équipe. Pour vous demander de faire le choix d'un avenir plus fort et plus uni. Pour vous demander de choisir un avenir de liberté pour l'Europe. Cette voie n'a jamais été la plus simple. Mais ensemble, nous savons que nous pouvons y arriver.

Alors, mettons-nous de ce pas au travail.

Es lebe Europa, vive l'Europe, long live Europe.

